



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.794/VR
du 22 février 2016

advies 58.794/VR
van 22 februari 2016

sur
un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale
'portant assentiment à l'accord de
coopération entre la Région
flamande, la Région wallonne et la
Région de Bruxelles-Capitale
relatif à la création d'un organe de
conciliation dans le cadre de
l'introduction du prélèvement
kilométrique pour poids lourds sur
le territoire des trois régions et
désignation du service régional
bruxellois de traitement de plainte
comme membre de cet organe'

over
een voorontwerp van ordonnantie
van besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering
'houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord tussen het
Vlaamse Gewest, het Waalse
Gewest en het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest houdende
oprichting van een bemiddelende
instantie in het kader van de
invoering van de kilometerheffing
voor vrachtwagens op het
grondgebied van de drie gewesten
en aanduiding van de Brusselse
regionale klachtendienst als lid van
voornoemde instantie'

Le 11 janvier 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante cinq jours ^(*), sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un organe de conciliation dans le cadre de l'introduction du prélèvement kilométrique pour poids lourds sur le territoire des trois régions et désignation du service régional bruxellois de traitement de plainte comme membre de cet organe'.

L'avant-projet a été examiné en chambres réunies le 16 février 2016. Les chambres réunies étaient composées de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, et Jo BAERT, président de chambre, Jan SMETS, Martine BAGUET, Bernard BLERO et Koen MUYLLE, conseillers d'État, Jan VELAERS, Christian BEHRENDT, Marianne DONY et Bruno PEETERS, assesseurs, et Colette GIGOT et Annemie GOOSSENS, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Kristine BAMS et Yves CHAUFFOUREAUX, premiers auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 février 2016.

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

*

Op 11 januari 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*) van een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van een bemiddelende instantie in het kader van de invoering van de kilometerheffing voor vrachtwagens op het grondgebied van de drie gewesten en aanduiding van de Brusselse regionale klachtendienst als lid van voornoemde instantie'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 16 februari 2016. De verenigde kamers waren samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, en Jo BAERT, kamervoorzitter, Jan SMETS, Martine BAGUET, Bernard BLERO en Koen MUYLLE, staatsraden, Jan VELAERS, Christian BEHRENDT, Marianne DONY en Bruno PEETERS, assessoren, et Colette GIGOT en Annemie GOOSSENS, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Kristine BAMS en Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 februari 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

1. La section de législation a été saisie de trois demandes d'avis qui portent sur trois avant-projets de textes législatifs destinés à porter assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale du 7 janvier 2016 'relatif à la création d'un organe de conciliation dans le cadre de l'introduction du prélèvement kilométrique pour poids lourds sur le territoire des trois régions' (ci-après l'accord de coopération du 7 janvier 2016).

Ces demandes d'avis émanent du Gouvernement wallon (projet 58.789/VR), du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale (projet 58.794/VR) et du Gouvernement flamand (projet 58.823/VR). Les trois avis sont donnés le 22 février 2016.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2. L'accord de coopération du 7 janvier 2016 qui est soumis à l'assentiment des législateurs régionaux institue un organe de conciliation commun et indépendant afin de faciliter la médiation entre les prestataires de services, d'une part, et les percepteurs de péages ou Viapass, d'autre part, concernant les différends dans le cadre de leurs négociations ou relations contractuelles. L'institution et l'organisation de cet organe de conciliation vise à mettre en œuvre les articles 10 et 11 de la décision 2009/750/CE de la Commission du 6 octobre 2009 'relative à la définition du service européen de télépéage et à ses aspects techniques'.

Dans les trois textes transmis pour avis, sont désignés la personne ou le service qui remplit la mission de membre de l'organe de conciliation ¹.

Les textes en projet entrent en vigueur le jour après l'approbation des normes portant assentiment à l'accord de coopération par les assemblées législatives des trois régions.

¹ L'avant-projet de décret wallon désigne « l'institution du médiateur de la Région wallonne, créée par le décret du 22 décembre 1994 » (article 2 de l'avant-projet de décret d'assentiment).

L'avant-projet d'ordonnance désigne « le service interne de traitement des plaintes dans les services administratifs de la région de Bruxelles-Capitale, créé par l'ordonnance du 3 avril 2003 » (article 3 de l'avant-projet d'ordonnance d'assentiment).

L'avant-projet de décret flamand désigne « de Vlaamse Ombudsman » créé par le décret flamand du 7 juillet 1998 'houdende instelling van de Vlaamse Ombudsdienst' (article 3 de l'avant-projet de décret d'assentiment).

FORMALITÉS PRÉALABLES

3. La demande d'avis mentionne que l'avant-projet d'ordonnance a été soumis à l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, sans toutefois mentionner la date de cette consultation.

Il revient au demandeur d'avis de vérifier que cette formalité préalable a bien été menée jusqu'à son terme, conformément à l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale'.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

OBSERVATION GÉNÉRALE

4. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération du 7 janvier 2016 prévoit qu'un différend dans les six mois de sa naissance est soumis à l'organe de conciliation par un prestataire de services, un percepteur de péages ou Viapass. L'alinéa 2 de cette disposition précise cependant que « [l]a saisine de l'organe de conciliation ne porte pas atteinte aux compétences des cours et tribunaux ».

Dans l'exposé des motifs du projet examiné, il est précisé à cet égard :

« À noter que le recours à l'organe de conciliation est facultatif et ne porte en aucune manière atteinte au droit des parties de saisir les cours et tribunaux ».

L'article 11, paragraphe 1^{er}, de la décision 2009/750/CE de la Commission européenne du 6 octobre 2009, dans la version rectifiée en français ², prévoit :

« Un percepteur de péages ou un prestataire du SET devrait demander à l'organe de conciliation compétent d'intervenir dans tout différend concernant leurs relations ou négociations contractuelles ».

Le texte en langue néerlandaise, non rectifié, prévoit :

« De tolheffende instanties en de EETS-aanbieders moeten de betrokken bemiddelende instantie verzoeken tussenbeide te komen in een geschil over aangegane contractuele betrekkingen of lopende contractbesprekingen ».

Le verbe utilisé en allemand est « ersuchen » ³.

Les considérants 8 et 9, qui seraient utiles pour comprendre la portée de la décision, notamment quant au caractère obligatoire ou facultatif de la saisine de l'organe de conciliation, présentent également des variations grammaticales ou lexicales selon les versions en français, en néerlandais, en allemand ou en anglais.

² Voir le rectificatif à la décision 2009/750/CE de la Commission du 6 octobre 2009 publié au *Journal officiel de l'Union européenne* L 216 du 23 août 2011.

³ La version en anglais, non rectifiée, utilise le verbe « should request ».

Il n'appartient pas à la section de législation de trancher entre ces différentes versions. Il est recommandé aux parties signataires de l'accord de coopération de soumettre cette question à la Commission européenne et, en fonction de la réponse reçue de son Service juridique, de revoir l'accord de coopération.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

5. À l'alinéa 2, les mots « arrondissement administratif de Bruxelles » doivent être remplacés par les mots « arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ».

Article 7

6. L'article 7, § 2, de l'accord de coopération du 7 janvier 2016 soumet la recevabilité d'une demande de conciliation au paiement d'une « somme de 10.000 euros » (indexée), laquelle « vise à couvrir forfaitairement les frais relatifs au traitement du dossier ».

Dans la mesure où cette somme forfaitaire est conçue comme une rétribution, cette somme doit être proportionnelle au coût du service fourni en faveur d'un redevable pris individuellement. Les parties à l'accord de coopération doivent être en mesure de justifier la hauteur et le caractère forfaitaire d'une telle rétribution exigée dans le chef de ceux qui feront appel à cet organe de conciliation.

7. L'accord de coopération est en défaut de déterminer le régime budgétaire et comptable du versement de la somme fixée, l'organe de conciliation interrégional créé par l'accord de coopération n'ayant pas de personnalité juridique.

Article 10

8. L'article 10, § 2, alinéa 2, première phrase, de l'accord de coopération du 7 janvier 2016 auquel il est porté assentiment, dispose :

« En cas de violation de cette obligation de secret par une des parties, le juge ou l'arbitre se prononce sur l'octroi éventuel de dommages-intérêts ».

Le contenu de la disposition ne s'écarte pas des règles du droit commun en matière de responsabilité civile. Celle-ci est inutile et sera par conséquent omise.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

Article 3

9. L'article 3 de l'avant-projet d'ordonnance examiné dispose :

« Art. 3. Le service interne de traitement des plaintes dans les services administratifs de la Région de Bruxelles-Capitale, créé par ordonnance du 3 avril 2003, remplit la mission de membre de l'organe de conciliation repris dans l'accord de coopération du [...] entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un organe de conciliation dans le cadre de l'introduction du prélèvement kilométrique pour poids lourds sur le territoire des trois régions ».

L'article 6, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 7 janvier 2016 confie la prérogative de désigner les membres de l'organe de conciliation à chacun des trois parlements régionaux et non aux législateurs régionaux ⁴.

Le commentaire des articles de l'accord de coopération précise à cet égard :

« La nomination des membres de l'organe de conciliation par des parlements constitue une véritable garantie que les membres traitent les différends qui leur sont soumis en parfaite indépendance ».

L'article 3 doit, par conséquent, être omis de l'avant-projet dont l'intitulé sera aussi modifié.

Article 4

10. L'article 4 de l'avant-projet examiné dispose que « [cette] ordonnance entre en vigueur le jour après l'approbation des décrets et de l'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération [...] par les assemblées législatives des trois régions ».

L'article 13 de l'accord de coopération du 7 janvier 2016 fixe sa date d'entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016. L'article 4 de l'avant-projet est inutile et doit donc être omis.

⁴ Sur la question de savoir s'il est admissible qu'un accord de coopération confie certaines missions aux assemblées agissant en dehors de tout cadre décretaal, voir l'avis 48.754-55/AG donné le 15 décembre 2010 sur deux avant-projets de décrets devenus le décret (Communauté française) du 17 mars 2011 'portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne', et les décrets (Région wallonne et Région wallonne, matières transférées) du 31 mars 2011 portant assentiment au même accord de coopération, plus particulièrement le point 8 (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2010/2011, n°347/1).

OBSERVATION FINALE

11. Il n'y a pas lieu de mentionner, par deux fois, à la suite de l'avant-projet d'ordonnance, l'accord de coopération auquel le législateur donne assentiment et qui ne doit donc pas y être annexé non plus.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

1. Bij de afdeling Wetgeving zijn drie adviesaanvragen ingediend over drie voorontwerpen van wetgevende teksten die ertoe strekken instemming te verlenen aan het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016 tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ‘houdende oprichting van een bemiddelende instantie in het kader van de invoering van de kilometerheffing voor vrachtwagens op het grondgebied van de drie gewesten’ (hierna het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016).

Die adviesaanvragen zijn afkomstig van de Waalse Regering (ontwerp 58.789/VR), van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (ontwerp 58.794/VR) en van de Vlaamse Regering (ontwerp 58.823/VR). De drie adviezen zijn gegeven op 22 februari 2016.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

2. Het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016, dat ter instemming aan de gewestelijke wetgevers wordt voorgelegd, voorziet in de oprichting van een gezamenlijke en onafhankelijke instantie voor de bemiddeling tussen enerzijds de dienstverleners en anderzijds, de tolheffende instanties of Viapass, over geschillen in het kader van hun onderhandelingen of contractuele relaties. Met de oprichting en de organisatie van deze bemiddelende instantie wordt beoogd uitvoering te geven aan de artikelen 10 en 11 van beschikking 2009/750/EG van de Europese Commissie van 6 oktober 2009 ‘tot definiëring van de Europese elektronische tolheffingsdienst en de bijbehorende technische onderdelen’.

In de drie voor advies voorgelegde teksten wordt telkens de persoon of de dienst aangewezen die de opdracht van lid van de bemiddelende instantie vervult.¹

¹ In het voorontwerp van Waals decreet wordt “[l]’institution du médiateur de la Région wallonne, créée par le décret du 22 décembre 1994” aangewezen (artikel 2 van het voorontwerp van instemmingsdecreet).

In het voorontwerp van ordonnantie wordt “[d]e interne klachtendienst in de administratieve diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgericht bij ordonnantie van 3 april 2003” aangewezen (artikel 3 van het voorontwerp van instemmingsordonnantie).

In het voorontwerp van Vlaams decreet wordt “[d]e Vlaamse Ombudsman” opgericht bij het Vlaams decreet van 7 juli 1998 ‘houdende instelling van de Vlaamse Ombudsdienst’ aangewezen (artikel 3 van het voorontwerp van instemmingsdecreet).

De ontworpen teksten treden in werking op de dag na de goedkeuring van de wetgevende teksten houdende instemming met het samenwerkingsakkoord door de wetgevende vergaderingen van de drie gewesten.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

3. In de adviesaanvraag staat dat het voorontwerp van ordonnantie ter fine van advies is voorgelegd aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De datum van die raadpleging wordt evenwel niet vermeld.

De adviesaanvrager dient na te gaan of dat voorafgaande vormvereiste volledig is vervuld overeenkomstig artikel 6, § 2, van de ordonnantie van 8 september 1994 'houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

ALGEMENE OPMERKING

4. Artikel 7, § 1, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016 bepaalt dat een geschil binnen zes maanden na het ontstaan ervan bij de bemiddelende instantie aanhangig wordt gemaakt door een dienstverlener, een tolheffende instantie of Viapass. Het tweede lid van die bepaling preciseert evenwel dat "[h]et aanhangig maken [van het geschil] bij de bemiddelende instantie (...) geen afbreuk [doet] aan de rechtsmacht van de hoven en rechtbanken".

In de memorie van toelichting bij het voorliggende ontwerp wordt dienaangaande gepreciseerd dat "het aanhangig maken van een geschil bij de bemiddelende instantie (...) facultatief [is] en (...) geen afbreuk [doet] aan het recht van de partijen om de zaak bij de hoven en rechtbanken aanhangig te maken".

Artikel 11, lid 1, van beschikking 2009/750/EG van de Europese Commissie van 6 oktober 2009 bepaalt in de – verbeterde² – Franse versie:

"Un perceuteur de péages ou un prestataire du SET devrait demander à l'organe de conciliation compétent d'intervenir dans tout différend concernant leurs relations ou négociations contractuelles."

De Nederlandse versie, die niet werd verbeterd, bepaalt:

"De tolheffende instanties en de EETS-aanbieders moeten de betrokken bemiddelende instantie verzoeken tussenbeide te komen in een geschil over aangegane contractuele betrekkingen of lopende contractbesprekingen."

In de Duitse versie wordt het werkwoord "ersuchen" gebruikt.³

² Zie het erratum bij beschikking 2009/750/EG van de Europese Commissie van 6 oktober 2009 bekendgemaakt in de Franse versie van het *Publicatieblad van de Europese Unie* L 216 van 23 augustus 2011.

De overwegingen 8 en 9, die nuttig zouden kunnen zijn om de draagwijdte van de beschikking te begrijpen, met name wat het verplichte of facultatieve karakter van de aanhangigmaking bij de bemiddelende instantie betreft, vertonen eveneens grammaticale of lexicale verschillen tussen de Franse, de Nederlandse, de Duitse en de Engelse versie.

Het komt de afdeling Wetgeving niet toe om een keuze te maken tussen die verschillende versies. De partijen bij het samenwerkingsakkoord wordt aangeraden om deze vraag voor te leggen aan de Europese Commissie en om, in het licht van het antwoord verleend door haar Juridische dienst, het samenwerkingsakkoord desgevallend te herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

5. In het tweede lid moeten de woorden “administratief arrondissement van Brussel” worden vervangen door de woorden “administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad”.

Artikel 7

6. In artikel 7, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016 wordt de ontvankelijkheid van het verzoek tot bemiddeling afhankelijk gemaakt van de betaling van “een bedrag van 10.000 euro” (te indexeren), dat “als doel [heeft] de kosten die betrekking hebben op de dossierbehandeling op forfaitaire wijze te dekken”.

In zoverre het forfaitaire bedrag wordt opgevat als een retributie, dient dat bedrag evenredig te zijn met de kostprijs van de dienst die wordt verleend ten voordele van een heffingsplichtige individueel beschouwd. De partijen bij het samenwerkingsakkoord moeten bijgevolg in staat zijn om de hoogte en het forfaitaire karakter te verantwoorden van een dergelijke retributie die betaald moet worden door diegenen die een beroep doen op de bemiddelende instantie.

7. In het samenwerkingsakkoord wordt nagelaten de budgettaire en boekhoudkundige regels met betrekking tot de betaling van het vastgestelde bedrag vast te leggen, ofschoon het interregionaal bemiddelingsorgaan dat bij het samenwerkingsakkoord wordt opgericht geen rechtspersoonlijkheid heeft.

³ In de Engelse versie, die niet werd verbeterd, worden de woorden “should request” gebruikt.

Artikel 10

8. Artikel 10, § 2, tweede lid, eerste zin, van het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016 waarmee wordt ingestemd, bepaalt:

“In geval van schending van deze vertrouwelijkheidsplicht door één van de partijen, spreekt de rechter of de arbiter zich uit over de toekenning van eventuele schadevergoeding.”

De inhoud van die bepaling wijkt niet af van de gemeenrechtelijke regels inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid. De bepaling is zinloos en dient bijgevolg te worden weggelaten.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

Artikel 3

9. Artikel 3 van het voorliggende voorontwerp van ordonnantie luidt als volgt:

“Art. 3. De interne klachtendienst in de administratieve diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgericht bij ordonnantie van 3 april 2003, vervult de opdracht van lid van de bemiddel[en]de instantie, vermeld in het samenwerkingsakkoord van [...] tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van een bemiddelende instantie in het kader van de invoering van de kilometerheffing voor vrachtwagens op het grondgebied van de drie gewesten”.

Bij artikel 6, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016 wordt de bevoegdheid om de leden van de bemiddelende instantie aan te wijzen, toevertrouwd aan elk van de drie gewestparlementen, en niet aan de gewestelijke wetgevers.⁴

In de bespreking van de artikelen van het samenwerkingsakkoord staat in dat verband het volgende te lezen:

“De benoeming van de leden van de bemiddelende instantie door parlementen vormt een daadwerkelijke waarborg dat de leden de aan hen voorgelegde geschillen in volkomen onafhankelijkheid behandelen.”

Artikel 3 moet bijgevolg worden weggelaten uit het voorontwerp. Het opschrift van het voorontwerp moet ook worden gewijzigd.

⁴ Over de vraag of een samenwerkingsakkoord bepaalde opdrachten kan toevertrouwen aan wetgevende vergaderingen buiten elk decretaal kader, zie advies 48.754-48.755/AG van 15 december 2010 over twee voorontwerpen van decreet die hebben geleid tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2011 ‘portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne’, en de decreten van het Waals Gewest van 31 maart 2011 (overgehevelde aangelegenheden) houdende instemming met hetzelfde samenwerkingsakkoord, inzonderheid punt 8 (*Parl.St.* W.Parl. 2010-11, nr. 347/1).

Artikel 4

10. Artikel 4 van het voorliggende voorontwerp bepaalt dat “deze ordonnantie (...) in werking (treedt) op de dag na de goedkeuring van de decreten en ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord (...), door de wetgevende vergaderingen in de drie gewesten”.

Artikel 13 van het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2016 bepaalt dat het akkoord in werking treedt op 1 april 2016. Artikel 4 van het voorontwerp is zinloos en moet bijgevolg worden weggelaten.

SLOTOPMERKING

11. Na het voorontwerp van ordonnantie behoort het samenwerkingsakkoord waarmee de wetgever beoogt in te stemmen niet nog eens twee keer te worden vermeld. Dat samenwerkingsakkoord moet bijgevolg ook niet als bijlage opgenomen worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY